

Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration

Budget 2021

Dean Gauthier
Service de l'approvisionnement
26 novembre 2020

Liste des acronymes

- A.p. : Année-personne
- APSAM : Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail
- ECPAR : Espace de concertation pour des achats responsables
- EÉS: Entreprises d'économie sociale
- MAMH : Ministère des affaires municipales et de l'habitation
- PTI : Programme triennal d'immobilisations
- SIMDUT : Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
- STI : Service des technologies de l'information
- TEMP : Temporaire

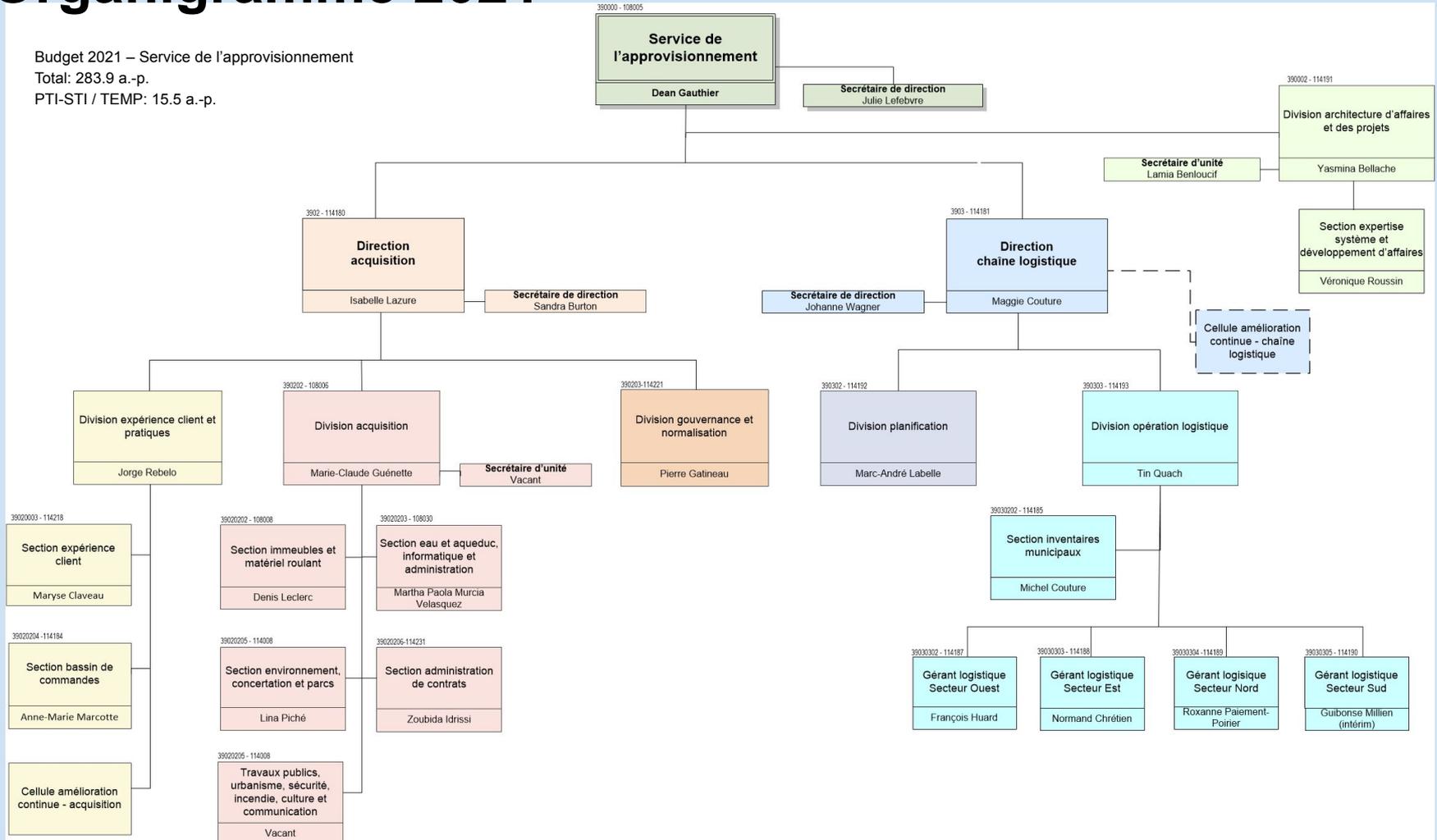
Mission

Par l'expertise de ses employés, le Service de l'approvisionnement soutient les unités d'affaires dans leurs besoins matériels, de services et d'opérations.

Il développe des stratégies d'acquisition et de logistique contribuant à la saine gestion et à l'essor de la Ville de Montréal.

Organigramme 2021

Budget 2021 – Service de l'approvisionnement
 Total: 283.9 a.-p.
 PTI-STI / TEMP: 15.5 a.-p.



Faits saillants 2020 et impacts

Pandémie et COVID-19

- Dès le début de la pandémie, le Service de l'approvisionnement a mis en place une cellule de crise afin d'assurer l'approvisionnement nécessaire en équipements de protection individuelle destinés à l'ensemble des employés de la Ville de Montréal et à une partie de sa population à risque.
- Avec plus de 3000 demandes en provenance des différentes unités d'affaires de la Ville, le Service de l'approvisionnement a distribué depuis mars :
 - 3 500 000 masques et cartouches de filtration
 - 575 000 couvre-visages
 - 1 800 000 paires de gants de protection
 - 65 000 litres de gel antibactérien
 - 45 000 blouses et combinaisons
 - 25 000 visières de protection

Faits saillants 2020 et impacts

Pandémie et COVID-19 (suite)

- Réaménagement des horaires du Centre de distribution Colbert afin d'assurer la distribution d'équipements de protection individuelle aux employés.
- Mise en place de mesures alternatives par l'équipe de la Direction acquisition, telles que la signature électronique, les cautionnements cryptés, l'ouverture des soumissions et les comités de sélection virtuels. Ceci nous a permis de maintenir l'ensemble des activités du Service de l'approvisionnement, et ce, sans retard d'octroi afin d'assurer le soutien de l'économie locale.
- Mise en place d'outils d'accompagnement et de documents « questions-réponses » destinés aux unités d'affaires et visant à répondre aux questions fréquemment posées en lien avec le processus contractuel impacté par la pandémie.

Faits saillants 2020 et impacts

Soutien aux mesures d'urgence

- Cette année a été particulièrement chargée pour le Service de l'approvisionnement qui dû s'impliquer simultanément dans le déploiement de 4 plans d'intervention (COVID-19, chaleur extrême, inondations et crise du logement). Près de 45 ressources du Service de l'approvisionnement ont été mobilisées, soit l'équivalent de 23 personnes à temps plein, et celles-ci travaillent d'arrache-pied depuis mars 2020 pour acquérir les biens et services en lien avec ces divers types d'événements, et ce, tout en maintenant les opérations courantes.
- Avec le déploiement des mesures d'urgence dans le contexte pandémique, le Service de l'approvisionnement a été en mesure de travailler étroitement avec les fournisseurs locaux, les OBNL et les entreprises d'économie sociale afin de leur donner l'opportunité d'offrir leurs services à la Ville.

Budget de fonctionnement 2021

Plan de la présentation

- Objectifs et réalisations 2020
- Indicateurs REMC
- Indicateurs du Service de l’approvisionnement
- Bilan en matière de santé et sécurité au travail
- Évolution budgétaire 2020
- Objectifs 2021
- Budget 2021
 - Revenus et dépenses par compétence
 - Revenus et dépenses par objet
 - Revenus et dépenses par objet – explications des écarts
 - Dépenses par catégorie d’emploi
 - Variations de l’effectif par catégorie d’emploi
- Principaux écarts 2021 vs 2020
- Période de questions

Objectifs et réalisations 2020

Déploiement du nouveau modèle d'affaires du Service de l'approvisionnement

- Complétion des étapes préparatoires à la mise en place du modèle d'affaires (rapatriement des ressources, création de la chaîne des profils de postes pour le rehaussement de la fonction, révision des activités et processus).

Processus d'évaluation des fournisseurs

- Révision complète des critères d'admissibilité à l'évaluation afin de garantir une cohérence et une crédibilité dans l'application de ce processus.
- Renouvellement du 85.5 pour 3 ans et validation de la capacité opérationnelle de mise en application des critères révisés.
- Mise en place d'un comité permanent voué à l'évaluation et à la bonification du nouveau processus et des critères ainsi qu'à leur mise en application.
- Réponse aux recommandations du vérificateur général en modifiant le processus actuel pour en assurer l'application.

Objectifs et réalisations 2020

Mise en place de mesures et mécanismes assurant la prise en charge des achats responsables et de l'achat local et social

- Nomination d'une conseillère en approvisionnement spécialisée en achat responsable et dédiée à l'élaboration et à la coordination du Plan approvisionnement responsable 2020-2025.
- En collaboration avec le SDÉ, mise sur pied du Comité approvisionnement responsable regroupant plusieurs unités d'affaires chargé d'identifier les initiatives réalistes en matière d'achat responsable et d'assurer la mobilisation des services et arrondissements.
- Mesure du niveau de maturité de la Ville en matière d'approvisionnement responsable par le biais du Baromètre 2020 de l'ECPAR.
- Conception d'outils d'aide à la décision destinés aux acheteurs pour stimuler les achats locaux.

Amélioration du réseau de distribution

- Déploiement d'un réseau de distribution plus agile favorisant la communication, les transferts inter-magasin ainsi que l'utilisation de magasins satellites permettant de réduire les niveaux des stocks. Le déploiement de machines distributrices contribue quant à lui au contrôle et à l'autonomie des clients.
- Réorganisation des horaires de travail des agents de distribution afin d'assurer un meilleur niveau de service et de favoriser la réparation et l'entretien des équipements dans des délais rapides.

Objectifs et réalisations 2020

Mise en application de plusieurs changements législatifs liés au domaine de l'approvisionnement

- Loi 122 : Dépôt du rapport annuel sur la gestion de contrat et déploiement d'un outil pour la gestion du processus d'octroi de contrats de gré à gré entre 25 k\$ et le seuil d'appel d'offres public, tout en respectant les règles de rotation.
- Loi 108 : Bilan des plaintes : nous avons reçu 15 plaintes, dont 9 ayant généré une modification à l'appel d'offres sur le marché. Aucune d'entre elles a mené à l'annulation d'un appel d'offres.
- Loi 155 : Travail en cours avec le BIG et le contrôleur général afin d'émettre un encadrement ainsi qu'un guide des devis de performance visant à faciliter la tâche lors de la production des devis.
- Discussion avec le MAMH visant l'amélioration de certains processus afin de rendre plus accessibles les contrats de la Ville et de simplifier le dépôt de soumissions.

Objectifs et réalisations 2020

Contribuer activement dans divers projets visant à optimiser les processus transversaux de la Ville

- Préparation, en collaboration avec le Service des finances, du déploiement de la solution retenue pour l'optimisation de la gestion des paiements aux fournisseurs (OGP).
- Gestion des actifs d'aqueduc : Complétion de l'aménagement du dépôt de l'arrondissement Saint-Léonard et de Montréal-Nord. L'aménagement du dépôt de Ville-Marie est présentement en cours.
- Déploiement de plusieurs applications corporatives dans la plateforme d'intelligence d'affaires Qlik-sense afin de donner accès aux unités d'affaires à divers rapports et tableaux de bords se rapportant aux données d'approvisionnement.
- Acquisition et mise en place d'une plateforme de gestion des normes pour les services professionnels et les exécutions de travaux.

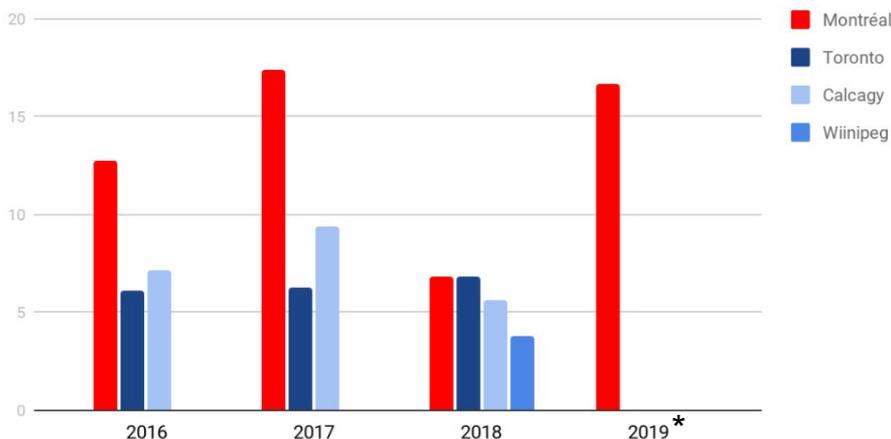
Objectifs et réalisations 2020

Déploiement du modèle d'affaires du Service (sur 4 ans)

- Rapatriement des ressources au Service de l'approvisionnement et finalisation des démarches de transfert.
- Révision de la structure du Service afin de mieux supporter les activités rehaussées :
 - Mise en place de la Division expérience client et pratiques pour assurer l'accompagnement des unités d'affaires lors des demandes d'appels d'offres et pour prendre en charge les achats de faibles valeurs.
 - Redistribution des catégories d'acquisition en 4 sections visant à maximiser la proximité avec les unités d'affaires et à développer la spécialisation.
 - Mise en place de la Section administration de contrats qui prend en charge les activités administratives de gestion des contrats.
 - Révision de la mission et des activités de la Division planification de la Direction chaîne logistique pour la spécialiser dans la mise en place des stratégies de gestion des gammes de produits et dans l'optimisation de leur processus de gestion.
 - Réaménagement du territoire en 4 sections logistiques pour mieux supporter les opérations de distribution des produits en lien avec la gestion des actifs de la Ville.

Indicateurs REMC

Coûts d'exploitation du service centralisé des achats pour 1 000 \$ d'achats de biens et services



Le recul significatif du résultat de cet indicateur, comparativement à l'année dernière, est attribuable à la valeur élevée des appels d'offres octroyés en 2019 qui est revenue à une valeur similaire à 2017 et plus proche de la moyenne annuelle d'une année normale pour le Service de l'approvisionnement. En 2018, les facteurs importants ayant contribué à l'amélioration de ces résultats étaient principalement l'importance de la valeur de quelques appels d'offres, soit le contrat des assurances collectives des employés, le contrat des services bancaires et ceux des services fonduagiques du STI.

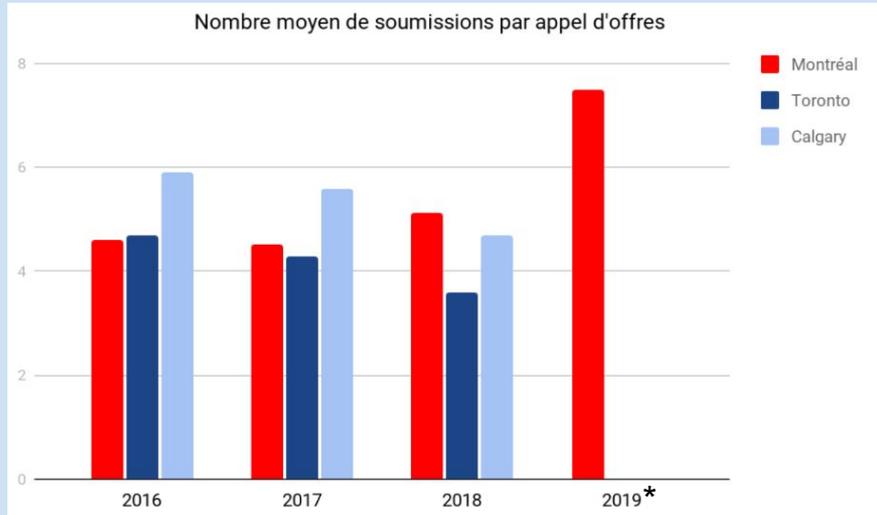
Cet indicateur mesure les coûts d'exploitation du service centralisé des achats, hors opérations d'inventaire et hors amortissement, pour 1 000 \$ d'achats de biens et services effectués au moyen d'un processus d'appel d'offres public, d'un processus d'appel d'offres sur invitation ou d'un processus d'octroi de gré à gré.

Coûts d'exploitation du service centralisé des achats pour 1 000 \$ d'achats de biens et services



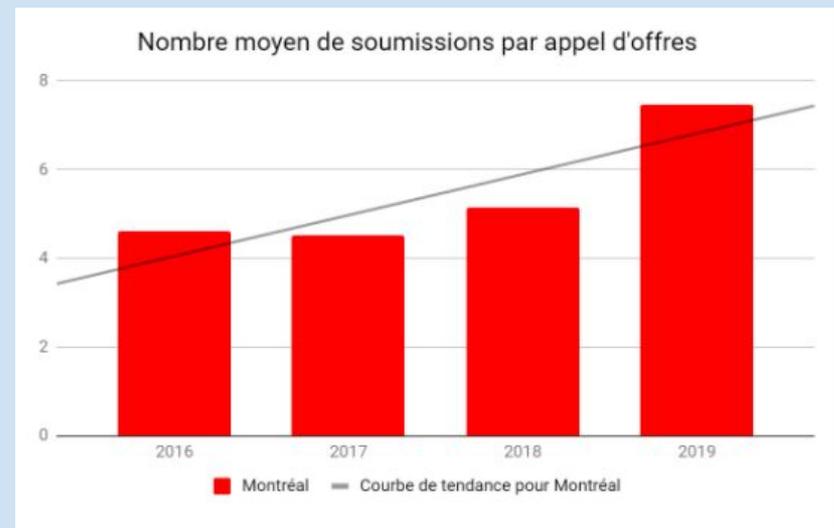
* Exceptionnellement cette année, en raison de la COVID-19, les indicateurs des autres villes ne seront pas disponible avant le 31 décembre 2020.

Indicateurs REMC



Cet indicateur est influencé par le nombre d'appels d'offres et le nombre de soumissions reçues dans le cadre d'appel d'offres. En 2019, la stratégie de regroupement de plusieurs lots par appel d'offres a été poursuivie et a eu pour effet de diminuer le nombre d'appels d'offres lancés par le service centralisé des achats. La stratégie par lot a pour bénéfice d'ouvrir la concurrence aux petits fournisseurs n'ayant pas la capacité de soumissionner sur la totalité d'un appel d'offres et de permettre à la Ville de Montréal de faire affaires avec des fournisseurs locaux, et à proximité de ses points de services.

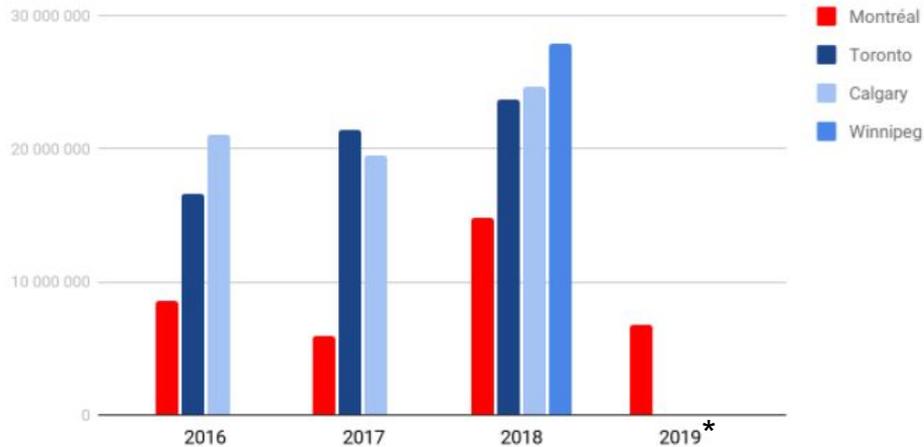
Cet indicateur mesure le nombre moyen de soumissions par appel d'offres public et sur invitation. Les appels d'offres sans soumissionnaire n'ont toutefois pas été considérés lors du calcul.



* Exceptionnellement cette année, en raison de la COVID-19, les indicateurs des autres villes ne seront pas disponible avant le 31 décembre 2020.

Indicateurs REMC

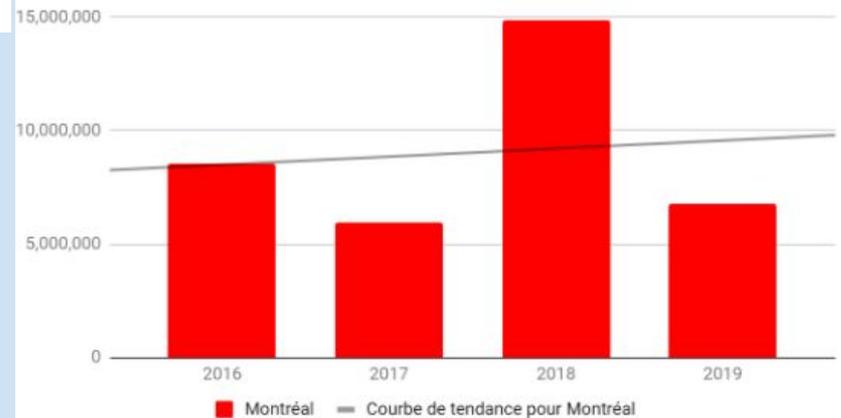
Valeur des acquisitions de biens et services par employé du service des achats



Cet indicateur calcule la valeur des acquisitions de biens et services effectuées par le service centralisé des achats, en la divisant par le nombre d'employés de ce service.

Cet indicateur est influencé par la valeur des octrois incluant les gré à gré et le nombre d'employés du service (excluant les employés de la division logistique). Le recul significatif du résultat pour cet indicateur, comparativement à l'année dernière, est attribuable à la valeur des appels d'offres octroyés en 2019 qui est revenue, après avoir augmenté considérablement en 2018, à une valeur similaire à 2017 et plus proche de la moyenne annuelle d'une année normale pour le service.

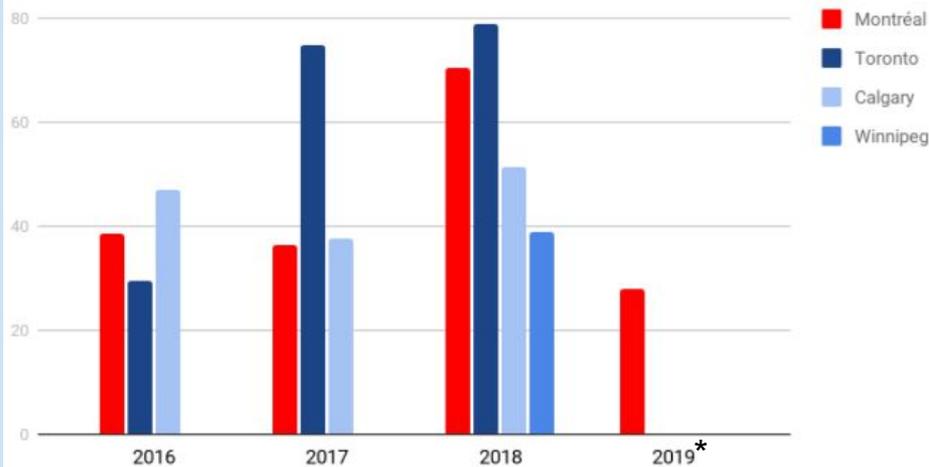
Valeur des acquisitions de biens et services par employé du service des achats



* Exceptionnellement cette année, en raison de la COVID-19, les indicateurs des autres villes ne seront pas disponible avant le 31 décembre 2020.

Indicateurs REMC

Pourcentage de biens et services municipaux achetés par le service centralisé des achats via un processus d'approvisionnement

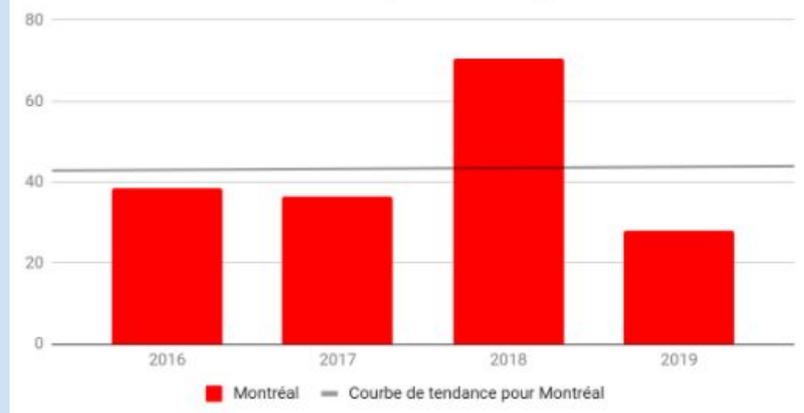


Le recul significatif du résultat de cet indicateur, comparativement à l'année dernière, est attribuable à la valeur des appels d'offres octroyés en 2019 qui est revenue, après avoir augmenté considérablement en 2018, à une valeur similaire à 2017 et plus près de la moyenne annuelle d'une année normale pour le service. Bien que le service ait effectué, en 2019, plusieurs regroupements d'achats pour des besoins corporatifs, augmentant ainsi le pouvoir d'achat de la municipalité, et qu'il ait réussi à obtenir des prix concurrentiels sur plusieurs contrats importants (ex: sel de déglacage), les changements législatifs relevant le seuil du contrat de gré à gré a permis aux unités d'affaires d'augmenter le volume d'achat effectué directement par leurs ressources, et ce, sans passer par le service centralisé des achats.

Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal

Cet indicateur mesure le pourcentage de biens et services municipaux, capitalisés ou non capitalisés, achetés par le service centralisé des achats au moyen d'un processus d'appel d'offres public, d'un processus d'appel d'offres sur invitation ou d'un processus d'octroi de gré à gré.

Pourcentage de biens et services municipaux achetés par le service centralisé des achats via un processus d'approvisionnement



* Exceptionnellement cette année, en raison de la COVID-19, les indicateurs des autres villes ne seront pas disponibles avant le 31 décembre 2020.

Liste des indicateurs suivis régulièrement du Service

Indicateurs suivis mensuellement

- Diversité et inclusion : embauche des personnes issues des minorités visibles et ethniques
- Délais de paiement des factures
- Nombre de soumissions par appel d'offres
- Délai de traitement d'un appel d'offres
- Délai de traitement des demandes d'achat
- Inscription des adjudicataires au paiement électronique
- Taux de rotation des stocks
- Ratio de produit en inventaire sous ententes
- Répartition des achats sur bons de commandes aux entreprises d'économies sociales
- Répartition des achats sur bons de commandes aux OBNL

Indicateurs suivis trimestriellement

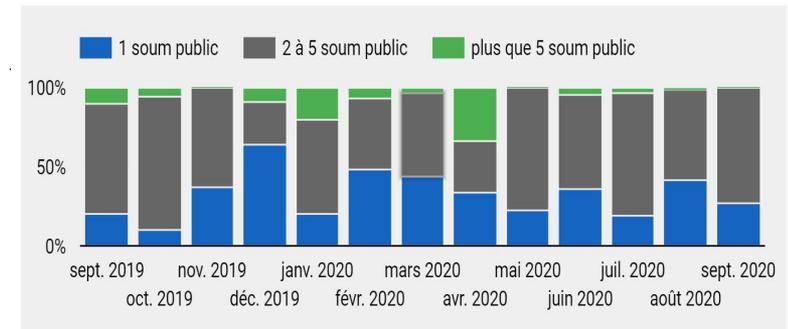
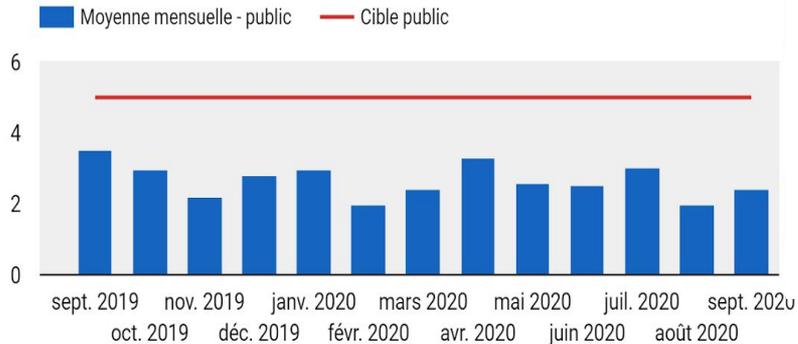
- Diversité et inclusion : embauche et promotion des cadres de gestion et de direction issus des minorités visibles et ethniques
- Santé et sécurité du travail
- Présence au travail
- Impression de documents

Indicateurs du Service

Nombre de soumissions par appel d'offres

Public

Tranches



Cet indicateur mesure le nombre de soumissions reçues par appel d'offres publié sur SÉAO.

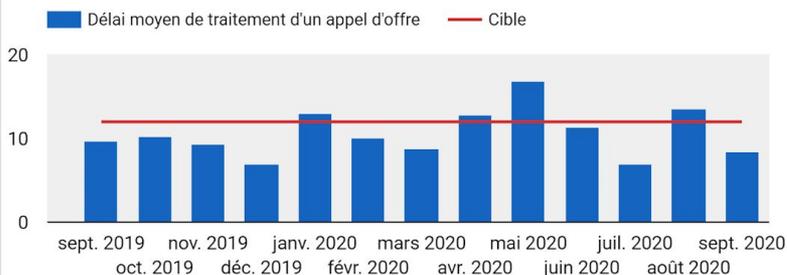
Si la cible n'est pas atteinte dans sa moyenne annuelle, celle-ci est souvent dépassée dans certains secteurs. À titre d'exemple, le Service a connu en avril 33% des appels d'offres avec plus de 5 soumissionnaires (services de vidange de puisards, regards, égouts et certains services professionnels liés à la conception de plans et devis et la surveillance des travaux).

Note : Si cet indicateur était calculé selon les critères et conditions du REM Canada, qui ne tient pas compte des lots et des appels d'offres annulés, notre moyenne pour cet indicateur serait de 5,13.

Indicateurs du Service

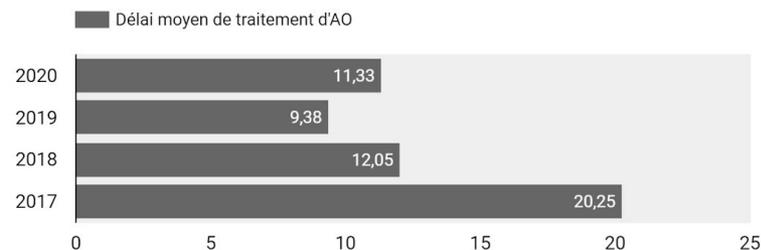
Délai de traitement d'un appel d'offres

Délai moyen de traitement d'appels d'offres



Moyenne annuelle (j)	10,64 ↓ -1.7%
Cible	12 j

Comparatif quatre dernières années



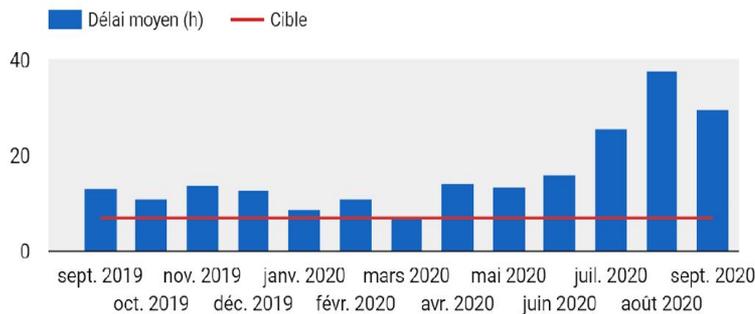
Cet indicateur mesure le délai entre la réception des documents complets d'appels d'offres par les unités d'affaires et sa publication sur SÉAO.

La moyenne annuelle jusqu'à septembre 2020 est de 11,33 jours. Depuis le début de l'implantation du système Édilex en 2017, il est rare de connaître un délai de plus de 12 jours avant une publication sur SÉAO. En 2020, le délai moyen est légèrement supérieur à celui de 2019 dû à une augmentation des délais au cours des mois de mai et juin. Cette situation est vraisemblablement attribuable à l'adaptation des processus au nouveau mode de télétravail, ainsi qu'à plusieurs dossiers des mois de mars et avril qui ont dû être reportés aux mois de mai et juin face à l'incertitude générée par l'arrivée de la pandémie de la Covid-19.

Indicateurs du Service

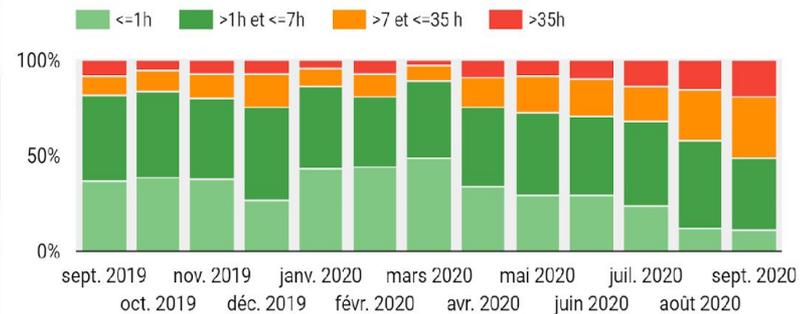
Délai de traitement des demandes d'achat

Délai moyen de traitement des demandes d'achats



Moyenne annuelle (h)	16,59
	↑ 7.0%
Cible	7 h
	(de travail/jour)

Tranches



Cet indicateur mesure le délai entre l'approbation de la demande d'achat par le requérant et l'approbation du bon de commande.

L'indicateur démontre un comportement stable de janvier à mars, avec une tendance vers l'amélioration. Toutefois, dès avril, l'implication du Service de l'approvisionnement et de ses préposés à l'approvisionnement (plus de 50 % de l'équipe) dans le traitement des commandes liées aux mesures d'urgence ainsi que la non disponibilité de divers produits sur le marché dans le contexte de la pandémie a occasionné des délais additionnels dans le traitement des commandes.

Indicateurs du Service

Inscription des adjudicataires au paiement électronique

Taux d'inscription au paiement électronique



Moyenne annuelle (%)

Inscription 65,47
↓ 0.1%

Valeur 74,39
↑ 1.4%

Cibles

Inscription 90%

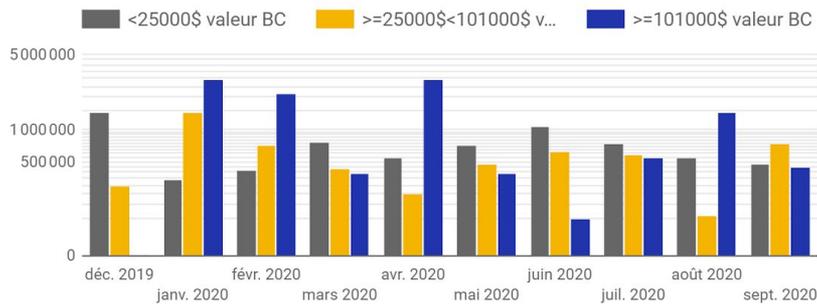
Valeur 75%

Cet indicateur représente le nombre et la valeur d'octroi des contrats à des fournisseurs inscrits au paiement électronique.

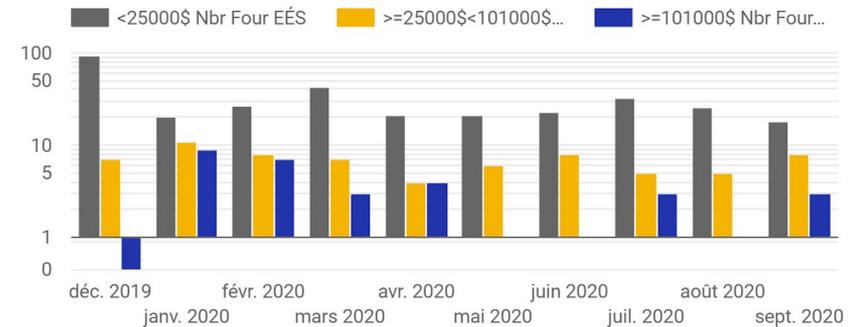
La Ville envoie systématiquement une lettre d'octroi à chaque adjudicataire avec un rappel de la clause paiement électronique du contrat ainsi que le lien du formulaire d'adhésion. On remarque que les fournisseurs des contrats de valeurs plus importantes adhèrent automatiquement à cette exigence, ce qui explique pourquoi la cible, en termes de valeur monétaire, est souvent dépassée.

Indicateurs du Service

Achats entreprise économie sociale (\$)



Achats entreprise économie sociale

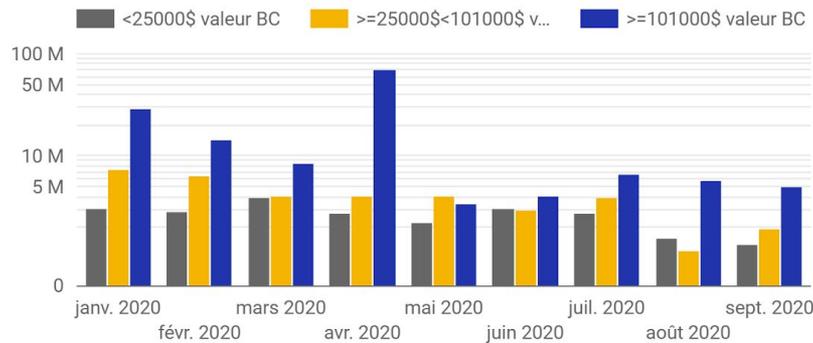


Cet indicateur représente la valeur des contrats octroyés aux entreprises d'économie sociale inscrites à la base des fournisseurs de la Ville de Montréal.

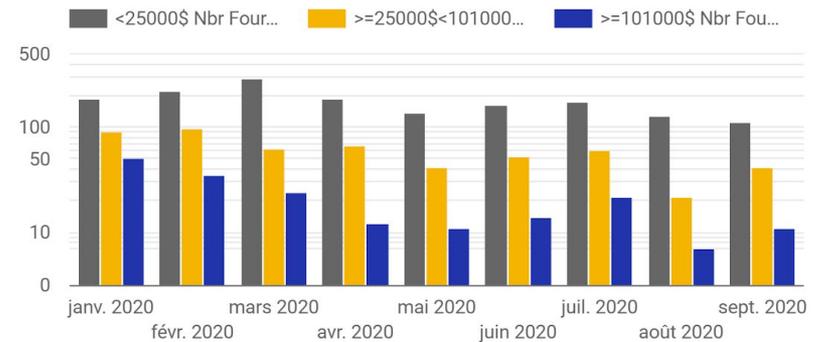
En plus des conventions de services pour ses achats municipaux, la Ville de Montréal sollicite les EÉS sur une base régulière dans le cadre de la sollicitation de gré à gré ou d'appels d'offres sur invitation pour des services traiteur, d'entretien, de nettoyage ou encore pour la fourniture de formations en lien avec la mission de l'entreprise. En 2020, les octrois ont atteint 24 millions de dollars, répartis sur une centaine d'entreprises.

Indicateurs du Service

Achats entreprise OBNL(\$)



Achats entreprise OBNL



Cet indicateur représente la valeur des contrats octroyés aux OBNL inscrits à la base des fournisseurs de la Ville de Montréal.

En plus des convention de services, la Ville de Montréal sollicite les OBNL sur une base régulière dans le cadre de l'organisation d'événements culturels et pour la fourniture de divers services directs aux citoyens. Les OBNL du secteur de l'innovation sont également de plus en plus sollicités pour fournir certains services comme la réalisation de plateformes numériques. Dans le cadre de la pandémie, des contrats de grande valeur ont été octroyés à des OBNL pour la fourniture de certains services, dont le gardiennage et la sécurité. En 2020, les octrois ont atteint 206 millions de dollars, répartis sur environ 350 entreprises.

Bilan en matière de santé et sécurité au travail

	<u>30 sept 2019</u>	<u>30 sept 2020</u>
▪ Taux d'absence en maladie	7.81 %	5.43 %
▪ Taux de fréquence	2.98	3.51
▪ Taux d'assignations temporaires	50 %	100 %

- Le taux d'absentéisme est à la baisse pour une deuxième année consécutive : en 2020, il affiche une amélioration de 2.38 % comparativement à l'année 2019.
- Au cours de l'année 2020, notre service a connu 12 incidents de travail, dont seulement 5 avec perte de temps. Chaque événement est révisé en comité local de santé sécurité afin de trouver des solutions durables et préventives.
- Le taux d'assignation temporaire a été de 100 % au cours de l'année 2020. Nous avons par conséquent été en mesure d'assigner temporairement l'ensemble des employés afin de favoriser leur réadaptation au travail.

Bilan en matière de santé et sécurité au travail

Activités réalisées en 2020 en matière de santé et sécurité au travail

- Deux (2) rencontres du comité local de santé et sécurité au travail ont été tenues;
- Tout au long de l'année, la mise à jour des fiches signalétiques (SIMDUT) a été effectuée;
- En raison de la Covid, les inspections annuelles des lieux ont été ciblées aux endroits les plus à risque;
- L'installation des grilles de sécurité (mezzanines), débutée en 2019 (75 %), a été complétée;
- Afin de respecter les mesures de sécurité prescrites dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, de nombreuses communications et rappels se rapportant aux mesures de protection ont été transmises, des plexiglass ont été installés aux endroits à risque élevé et tous les équipements de protection individuelle nécessaires ont été distribués aux employés;
- Une formation sur la conduite d'un chariot élévateurs a été dispensée aux nouveaux employés ainsi qu'à ceux visés par le renouvellement périodique.

Évolution budgétaire 2020 – Revenus

Revenus - évolution budgétaire 2020

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2020	-		-
	-		-
Budget modifié 2020	-		-
Prévisions 2020	70,5		70,5
Surplus (déficit)	70,5		70,5
Explications des principaux écarts			
Revenus en liens avec la cession d'inventaires	70,5		70,5
			-
	70,5	-	70,5

Évolution budgétaire 2020 – Dépenses

Dépenses - évolution budgétaire 2020

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2020	25 906,0		25 906,0
Transfert de crédits provenant d'Espace pour la vie suite à un transfert de poste	27,3		27,3
Plan de redressement	(379,8)		(379,8)
Budget modifié 2020	25 553,5		25 553,5
Prévisions 2020	25 686,9		25 686,9
Surplus (déficit)	(133,4)	-	(133,4)
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Déficit autorisé dû aux indexations des rémunérations provisionnées et réelles	(133,4)		(133,4)
	(133,4)	-	(133,4)

Objectifs 2021

- Mettre en œuvre les orientations stratégiques du modèle d'affaires afin d'optimiser les processus d'achats, et ainsi, maximiser la chaîne d'acquisitions et optimiser la gestion du réseau de distribution des stocks pour assurer la gestion des actifs de la Ville (entretien, réparation, etc.)
- Augmenter le nombre d'ententes-cadres et assurer la consommation sur celles-ci afin de faire profiter les unités d'affaires des économies négociées.
- Augmenter le portefeuille d'ententes corporatives par des actions d'harmonisation et de regroupement des besoins des unités d'affaires de la Ville, et ce, spécifiquement à l'égard des services professionnels.

Objectifs 2021 (suite)

- Mettre en oeuvre les initiatives identifiées en 2020 en matière d'approvisionnement responsable et bonifier la Politique d'approvisionnement pour y intégrer les concepts de durabilité et de transition écologique.
- Dans le cadre du plan d'achat responsable, mettre en place plusieurs initiatives visant à favoriser et à augmenter le volume d'achat responsable, local et social, surtout pour les achats situés sous le seuil de l'appel d'offres public.
- Appuyer le SMRA dans sa transformation suite au rapport déposé par le Bureau de l'inspecteur général en octobre 2020.

Budget 2021– Revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

	Revenus				Prévision comparative 2020	Budget comparatif 2020	Budget 2021
	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Réel comparatif 2019			
Conseil municipal	41,3	30,7	33,4	2 793,5	70,5	-	-
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	-	-	-
Total	41,3	30,7	33,4	2 793,5	70,5	-	-

(en milliers de dollars)

	Dépenses				Prévision comparative 2020	Budget comparatif 2020	Budget 2021
	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Réel comparatif 2019			
Conseil municipal	25 698,2	25 825,6	25 425,8	31 271,3	29 155,2	29 374,3	29 841,1
Conseil d'agglomération	879,8	782,2	782,2	1 462,3	782,2	782,2	782,2
Total	26 578,0	26 607,8	26 208,0	32 733,6	29 937,4	30 156,5	30 623,3

Les données réelles de 2016 à 2019, la prévision et le budget comparatif 2020 ont été ajustés afin de les rendre comparables au budget 2021.

Principaux écarts 2021 vs 2020 – Revenus

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2020	-	-	-
Aucun budget de revenus			-
Variation totale	-	-	-
Budget 2021	-	-	-

Principaux écarts 2021 vs 2020 – Dépenses

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2020	289,3	29 374,3	782,2	30 156,5
Indexation, ajustements salariaux, et autres ajustements		837,3		837,3
Indexation autres familles de dépenses		84,1		84,1
Participation à l'équilibre budgétaire		(454,6)		(454,6)
Variation totale	-	466,8	-	466,8
Budget 2021	289,3	29 841,1	782,2	30 623,3

Budget 2021– Revenus et dépenses par objets

Revenus par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Réel comparatif 2019	Prévision comparative 2020	Budget comparatif 2020	Budget 2021
Autres services rendus	33,0	30,7	33,4	2 793,5	70,5	-	-
Transferts	8,3	-	-	-	-	-	-
Total	41,3	30,7	33,4	2 793,5	70,5	-	-

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Réel comparatif 2019	Prévision comparative 2020	Budget comparatif 2020	Budget 2021
Rémunération et cotisations de l'employeur	24 623,8	25 501,1	24 879,2	25 032,0	25 787,3	25 626,6	26 261,0
Transport et communication	163,3	194,5	193,1	204,2	221,8	232,0	232,0
Services professionnels	179,8	180,2	161,0	255,6	259,7	352,1	252,1
Services techniques et autres	410,4	488,4	447,0	3 750,9	3 102,6	3 237,8	3 137,8
Location, entretien et réparation	423,0	(192,4)	44,4	67,0	22,4	78,5	78,5
Biens non durables	316,3	388,7	229,8	269,4	222,6	333,3	365,7
Biens durables	95,3	22,9	52,5	32,2	29,3	7,1	7,1
Contributions à des organismes	-	2,0	-	-	2,7	-	-
Autres objets	366,2	22,2	201,0	3 122,3	289,1	289,1	289,1
Total	26 578,1	26 607,6	26 208,0	32 733,6	29 937,5	30 156,5	30 623,3

Les données réelles de 2016 à 2019, la prévision et le budget comparatif 2020 ont été ajustés afin de les rendre comparables au budget 2021

Budget 2021 – Revenus et dépenses par objets – explications d'écarts

- **Rémunération et cotisations de l'employeur : ↑ 0,6 M\$**
 - ↑ 0,8 M\$ indexation et ajustements liés à la rémunération
 - ↓ 0,2 M\$ augmentation de la contrainte des postes vacants pour respecter le plan d'équilibre budgétaire

Autres dépenses : ↓ 0,2 M\$

- ↓ 0,2 M\$ diminution des budgets d'honoraires professionnels et de la formation pour respecter le plan d'équilibre budgétaire

Budget 2021 – Dépenses par catégories d'emplois

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget comparatif 2019	Budget comparatif 2020	Budget 2021
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	2 934,6	3 165,9	3 193,2	2 881,0	3 264,6	3 708,7
Sous-total — Cadres	2 934,6	3 165,9	3 193,2	2 881,0	3 264,6	3 708,7
Cols blancs	19 091,6	18 607,9	18 938,3	19 799,5	19 548,8	19 826,4
Professionnels	2 659,4	2 616,7	2 699,2	3 169,0	3 689,9	3 840,9
Cols bleus	905,1	689,9	631,1	649,8	664,7	604,1
Gestion des postes vacants	-	(494,7)	(906,6)	(1 164,3)	(1 541,4)	(1 719,1)
Total	25 590,7	24 585,7	24 555,2	25 335,0	25 626,6	26 261,0

Les données réelles de 2016 à 2019, la prévision et le budget comparatif 2020 ont été ajustés afin de les rendre comparables au budget 2021.

Budget 2021 – Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-personnes					
	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget comparatif 2019	Budget comparatif 2020	Budget 2021
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Cadres de gestion	21,0	23,0	22,0	19,0	21,0	23,0
Cadres conseil	-	-	-	-	-	-
Sous-total — Cadres	21,0	23,0	22,0	19,0	21,0	23,0
Cols blancs	234,3	227,1	230,3	236,3	227,3	226,3
Professionnels	19,0	19,0	19,0	23,0	32,0	32,0
Cols bleus	13,2	10,0	9,0	9,0	9,0	8,0
Total	287,5	279,1	280,3	287,3	289,3	289,3

Les données réelles de 2016 à 2019, la prévision et le budget comparatif 2020 ont été ajustés afin de les rendre comparables au budget 2021.

Période de questions

Dean Gauthier

Directeur, Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe - Services institutionnels

255, boul. Crémazie Est, Bureau 441
Montréal (Québec) H2M 1L5
Tél. : 514 868-4433